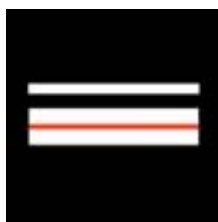




Concours interne de Major de sapeurs-pompiers professionnels Annales 2005



RÉSUMÉ DE TEXTE

Durée 4 heures – coefficient 4

Sujet et corrigé

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION DE LA DÉFENSE
ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES

CONCOURS OU EXAMEN :

Date :

Epreuve de :

A remplir en caractères
d'imprimerie et à cacheter
par le candidat

Nom :

Prénom :

N° table :

/ 2 0

/ 2 0

OBSERVATIONS :

Area for observations with horizontal dotted lines.

CONCOURS INTERNE DE MAJOR DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

Mardi 4 octobre 2005

de 14 h à 18 h

DEUXIEME EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Résumé de texte

(durée 4 heures - coefficient 4)

Règles à respecter et recommandations

On comptera comme mot toute lettre ou groupe de lettres possédant par elle(s) même(s) une signification dans la langue française. Par exemple :

C'est-à-dire 4 mots
L' 1 mot
Aujourd'hui 1 mot

La reprise sur la copie du titre n'entre pas dans le décompte des mots.

Il sera tenu compte dans la notation, de la présentation générale, de la rigueur apportée à la syntaxe, à l'orthographe mais aussi de la précision de l'expression et de la clarté de la composition.

N.B. – Ce document comporte 5 pages (dont la page de garde et la page contenant le travail demandé). Le barème figure à la dernière page de ce document.

Tsunamis, cyclones, inondations, des catastrophes si peu naturelles...

Les mouvements de l'écorce terrestre et l'activité volcanique ont toujours causé des destructions. Nombre de régions sont concernées, de la Californie au Japon en passant par la Côte d'Azur. Mais, à la conjonction de quatre plaques tectoniques, les pays d'Asie sont les plus exposés. Entre 1900 et 2000, l'Asie du Sud-Est a connu plus de 100 tremblements de terre d'une magnitude supérieure à 6,5 sur l'échelle de Richter. En 1883, l'explosion du Perbuatan, sur l'île de Krabatau, entre Sumatra et Java, avait fait 37 000 morts, ses effets étant ressentis dans tout l'océan Indien. Pour le seul archipel indonésien, on dénombre encore 130 volcans en activité. Sans être aussi graves, de plus petites éruptions y ont entraîné le déplacement de 150 000 personnes depuis le début des années 1980.

Le 26 décembre 2004, le déplacement de plus de 20 mètres des plaques tectoniques au large de Sumatra, libérant la puissance de 30 bombes atomiques, était inscrit dans l'ordre des réalités géologiques de la planète. Mais, passé ce constat, qui incite à l'humilité, il faut réfléchir à la dimension humaine du phénomène.

Le nombre particulièrement élevé des victimes n'est pas entièrement dû à la fatalité : les bilans tendent à s'alourdir avec la densification des établissements humains et leur concentration sur les côtes. Dans cette région du monde, en effet, plus de 70 % de la population vit dans les zones côtières, car dépendant des ressources de la mer pour leur nourriture, leurs emplois et leurs revenus. Pour les populations paupérisées, le poisson est relativement bon marché comparé aux autres sources de protéines animales. Mais une large proportion de l'urbanisation est faite d'habitat informel, particulièrement vulnérable, et la surexploitation de ressources naturelles provoque une dégradation de l'environnement.

On pourra regretter que là où des mangroves (1) faisaient tampon entre la mer et les hommes, les coupes se sont multipliées, notamment pour l'élevage de crevettes destinées aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les mangroves protègent de l'érosion, des inondations, des effets des cyclones, des raz de marée, et contribuent à la fixation du carbone, réduisant le réchauffement du climat. Depuis les années 1950, les deux tiers de ces forêts ont été détruits en Asie du Sud-Est, soumis à la pression du « développement » et des activités commerciales.

Il en va de même des formations coralliennes asiatiques, qui sont menacées à 80 % par la pêche à l'explosif, l'aménagement incontrôlé du littoral, l'utilisation de cyanure pour la capture de poissons tropicaux... A cela s'ajoutent les effets du réchauffement climatique, car le corail est fragilisé par l'élévation de la température de la mer.

A l'évidence, même intacts, les coraux et les mangroves n'auraient pas arrêté le tsunami, mais ils auraient pu en limiter les effets et auraient un rôle à jouer dans des catastrophes de moindre importance.

Alors que les pays du Pacifique, Etats-Unis et Japon en tête, ont su se doter dès 1949 d'un Centre de surveillance des tsunamis à Hawaï, rien de tel n'existe pour l'océan Indien. Certes, le centre d'Hawaï a enregistré la secousse du 26 décembre et, sachant que la vague a mis près de deux heures pour atteindre le Sri Lanka ou l'Inde, a pu prévoir le raz de marée. Mais il ne disposait pas des réseaux qui auraient permis de diffuser l'information.

La fatalité a sans doute joué, car le séisme s'est produit un dimanche matin. La catastrophe révèle aussi le manque de faculté d'anticipation de nombreux gouvernements : d'autres pays « pauvres » comme Cuba, ont su élaborer des politiques de prévention. De plus, à ces défaillances se serait ajouté un manque de réactivité. Ainsi, le responsable du service météorologique de Thaïlande aurait été limogé pour n'avoir pas réagi, par peur des conséquences de l'alerte sur le tourisme. Tourisme qui, vu comme la panacée pour la croissance de l'économie, se caractérise souvent par un développement à court terme, sans approche planifiée, et avec des effets rapides, là aussi sur l'environnement.

Les situations économiques difficiles, qui expliquent en partie la précarité des infrastructures locales et la rareté de l'application de normes de construction anti-sismiques, compliquent l'acheminement des secours et aggravent les bilans, mais la difficulté à dépasser les tensions politiques perturbe aussi l'action. A Atjeh, malgré l'urgence humanitaire et la trêve unilatérale demandée par le Mouvement de libération de l'Atjeh, le responsable de l'armée de terre indonésienne a rappelé à ses troupes que la recherche des rebelles restait une de leurs missions. Au Sri Lanka, des voix se sont élevées contre la lenteur des secours vers le Nord, tenu par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, et les mines anti-personnel (qui, en certains endroits, ont été déplacées par la vague) font craindre pour les sauveteurs et la phase de reconstruction. Quant à la Birmanie, où la côte du Tenasserim a été fortement touchée, le manque d'information laisse penser que le bilan officiel de 90 morts pourrait cacher une réalité plus dure.

Au moins la catastrophe a-t-elle permis de reparler de la dette et de proposer le gel de sa partie publique, afin que les pays touchés puissent aider leur population plutôt que de rembourser des emprunts toujours plus lourds : depuis les années 1990, le service de la dette des pays du Sud est devenu supérieur à l'aide qu'ils reçoivent du Nord. En 2003, ils remboursaient 375 milliards de dollars quand ils recevaient 68 milliards d'aide. Dans ce contexte, on peut espérer que le débat ira jusqu'à une remise à plat de l'ensemble de cette question, sachant que le pays le plus endetté reste les Etats- Unis, avec 7 600 milliards de dettes publiques, soit cinq fois plus que tous les pays en développement réunis.

On peut aussi s'interroger sur les raisons d'une telle médiatisation. Il ne s'agit pas de critiquer ce formidable élan de générosité, bien au contraire. Il a donné, un instant, à l'ensemble de la planète une impression de grandeur et de fraternité dans la compassion. Mais il faut aussi comprendre pourquoi l'opinion publique internationale s'est attardée sur cette détresse-là, beaucoup plus que sur toutes les autres. Il y a tant de « désastres invisibles » qui mobilisent si peu : des inondations récurrentes au Bangladesh aux réfugiés d'Afrique centrale ou du Darfour, en passant par le paludisme (2 millions de morts par an) ou le Sida (2,3 millions), la sécheresse et la désertification, tous problèmes qui, concernant au premier chef les pays en développement, sont laissés à l'écart de la réflexion et de l'action.

Que restera-t-il dans quelques mois de ce mouvement solidaire ? Peut-être cette catastrophe sera-t-elle l'occasion de réfléchir à toutes les autres souffrances, que les pays « riches » préfèrent souvent ne pas voir, et de lancer, comme certains le proposent, une taxe Tobin de la solidarité ? Ce serait une mise en œuvre du principe de précaution, sinon de responsabilité, car nombre de scénarios des conséquences du réchauffement planétaire, avec l'augmentation probable des événements climatiques extrêmes, laissent envisager d'autres drames aux conséquences non moins graves.

(1) Formation végétale parfois constituée de forêts impénétrables de palétuviers, qui supportent la salinité de la mer.

Frédéric Durand

Le Monde diplomatique, Février 2005

Résumé – Questions

Présentation, Orthographe (2 points)

Résumé (9 points) :

Veillez résumer le texte joint en 250 mots. Une marge de 10 % en plus ou en moins sera accordée. Vous indiquerez le total des mots à la fin du résumé.

Questions (9 points) :

1°) Pourquoi, selon vous, les tsunamis, les cyclones, les inondations peuvent-ils être qualifiés de « catastrophes si peu naturelles » (3 points)

2°) Le tourisme, dans certains pays, est vu comme « la panacée pour la croissance de l'économie ». Comment comprenez-vous cette expression ? Le tourisme peut-il, selon vous, être facteur de développement économique ? (3 points)

3°) Que faut-il entendre, dans ce texte, par « la précarité des infrastructures locales » ? (3 points)

Proposition de résumé

L'activité volcanique est source de destruction, et menace de nombreux pays. Ceux d'Asie sont les plus exposés, comme en témoigne le nombre élevé de tremblements de terre et d'éruptions.

Le déplacement des plaques tectoniques au large de Sumatra, le 26 décembre 2004, figurait en puissance dans la réalité géologique. La multitude des victimes s'explique par la concentration des populations sur les côtes, la vulnérabilité de l'habitat, la dégradation de l'environnement.

On déplorera que les mangroves et les coraux aient été victimes de destruction par l'exploitation inconsidérée des ressources car ils protègent contre les risques naturels et contribuent à limiter le réchauffement climatique.

A la différence des pays du Pacifique, ceux de l'océan Indien ne disposaient pas d'un Centre de surveillance des tsunamis comme Hawaï. Si la fatalité a eu une part, on peut en revanche incriminer le manque de faculté d'adaptation et de réactivité des gouvernements.

Enfin, les situations économiques difficiles et les tensions politiques entravent l'action. Au moins, la dette aura-t-elle été remise à l'ordre du jour, et le gel de la partie publique proposé. On peut ainsi espérer un examen plus large de la question.

La médiatisation conduit aussi, au-delà de la générosité suscitée, à se demander pourquoi l'opinion publique s'est autant mobilisée, alors que de nombreux « désastres invisibles » la laissent indifférente. Ceci servira peut-être d'élément déclencheur de réflexions pour une taxe Tobin de la solidarité.

Ainsi serait appliqué le principe de précaution car, avec l'augmentation probable des phénomènes climatiques extrêmes, d'autres drames pourraient survenir. (267 mots)